



CEEAC

ECCAS

Le Secrétariat Général

DEPARTEMENT DE L'INTEGRATION HUMAINE, DE LA PAIX,
LA SECURITE ET LA STABILITE (DIHPSS)

Direction des Affaires Politiques et du MARAC (DAP-MARAC)

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE D'APPUYER LA MISE EN OEUVRE D'UNE METHODOLOGIE ET DES OUTILS DE COLLABORATION ENTRE LE MARAC ET LA SOCIETE CIVILE DE L'AFRIQUE CENTRALE DANS L'ALERTE ET LA REACTION RAPIDES

I. Généralités

- 1. Localisation :** *Bureau CEEAC/MARAC avec voyages en Afrique Centrale*
- 2. Date limite de dépôt de candidature :** *10 Décembre 2017*
- 3. Domaine d'expertise :** *Affaires politiques, paix et sécurité, renforcement des capacités de la Société civile, Planification stratégique.*
- 4. Type de contrat :** *Contrat individuel*
- 5. Niveau de portée :** *Consultant international*
- 6. Langue :** *Français est obligatoire*
- 7. Date de démarrage :** *8 janvier 2018*
- 8. Durée de l'affectation :** *60 jours*

II. Contexte

- Le Protocole du COPAX signé en 2010 a créé le MARAC et lui a assigné la mission d'observation, de surveillance, de prévention des crises au sein de la CEEAC. Le règlement intérieur du MARAC demande la collaboration avec la société civile. C'est pourquoi dans sa stratégie de collecte d'informations au niveau de la structure décentralisée le MARAC a voulu associer aussi la société civile dans le processus de remontée des informations des zones d'observation et de surveillance. C'est ainsi que quelques représentants de la société civile ont été responsabilisés comme Correspondants décentralisés. Ceci a fonctionné pendant quelques années avec le financement de l'Union européenne. Il est à présent dans un état de léthargie.
- Récemment dans le cadre du plan de coopération et le plan d'action conjoint avec le Bureau régional dès l'Organisation des Nations-Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), la CEEAC a organisé un atelier en Juillet 2017 destiné notamment à revitaliser le partenariat CEEAC-OSC dans le domaine de la l'alerte rapide et la prévention des conflits.

- Il visait aussi à mettre en exergue les points d'entrée et les stratégies concrètes visant à forger un partenariat entre les OSC d'une part, et entre les OSC et la CEEAC d'autre part sur l'alerte rapide.
- Cet atelier a adopté plusieurs recommandations certaines destinées aux OSC entre elles-mêmes, d'autres destinées à la CEEAC et aux partenaires, parmi lesquelles on peut retenir celle recommandant d'élaborer un cadre de collaboration entre la CEEAC et les OSC en matière d'alerte rapide et de prévention de conflits, notamment à trouver un potentiel Mémoire d'entente et des principes directeurs convenu afin de rendre formel le partenariat.
- Cet atelier a donc envisagé donc un mécanisme de collaboration plus durable porté par la société civile elle-même. Il est donc question de faciliter sa mise en œuvre. Cet atelier a enfin recommandé un mécanisme durable de collaboration conduite par la société civile elle-même. Il s'agit ici donc de faciliter sa mise en œuvre. Dans le cadre de la mise du suivi de l'atelier, la CEEAC avec le soutien de l'UNOCA voudrait recruter un consultant pour le développement d'un document de stratégie institutionnelle en vue de renforcer le partenariat et la collaboration entre la CEEAC et la société civile dans la domaine de la paix et la prévention des conflits, qui inclut l'alerte rapide et la prévention des conflits en Afrique centrale. La CEEAC et l'UNOCA examinent comment, suivant l'expérience de la CEDEAO et WANEP, construire un soutien à la mobilisation et au renforcement des capacités de la société civile en Afrique Centrale dans le partenariat dans l'alerte rapide et la prévention des conflits en Afrique centrale. En plus la CEEAC et l'UNOCA travaillent actuellement ensemble pour renforcer un réseau fonctionnel des jeunes d'Afrique centrale dans l'alerte rapide et la prévention des conflits dans la région.

III. Objectif de la Consultance

- Cette consultation va se baser sur le processus mentionné ci-haut et vise plus particulièrement à soutenir la mise en œuvre rapide du plan d'action adopté durant l'atelier de juillet.
- L'objectif général est de développer une méthodologie spécifique du MARAC, et des principes et des outils technique pratiques pour l'opérationnalisation complète et effective du cadre de collaboration CEEAC/MARAC-OSC dans l'alerte rapide en Afrique centrale depuis la niveau national jusqu'à niveau régional. La consultation devra aussi viser à renforcer la sensibilité sur le genre dans le système d'alerte et de réaction rapide dans la sous-région.

IV. Tâches et responsabilités

- Le Consultant devra, conformément au plan d'action de juillet 2017, cette consultation vise de manière plus spécifique ce qui suit:
 - Le Consultant examinera la possibilité de mobiliser et organiser les Organisation de la société civile travaillant sur l'alerte rapide et la prévention des conflits dans tous les pays membres de la CEEAC susceptibles de fonctionner dans un réseau sous régional d'alerte rapide et de prévention des conflits en Afrique Centrale. Ce processus travaillera sur la base des d'une étude de mapping d'un processus plus large qui a développé un document de stratégie institutionnelles de collaboration entre la CEEAC et les OSC dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique centrale, ainsi que les résultats de l'étude de mapping des jeunes.
 - Soutenir la production des matrices utilisables par les organisations de la société civile pour le monitoring et le rapportage, en se basant sur les outils de monitoring et de rapport existant au MARAC.

- élaborer un projet de mémorandum d'entente ou accord cadre devant lier les membres du réseau et la CEEAC (MARAC), dans le cadre de l'alerte rapide, y inclus des principes claires et les lignes directrices pour une interaction régulière entre les OSC et le MARAC.
- Développer un manuel spécifique de formation et ou un plan de formation des OSC dans l'alerte rapide en Afrique centrale.
- Appuyer les premières sessions de renforcement des capacités des OSC dans le monitoring, l'analyse et l'élaboration des rapports en Afrique centrale.
- Elaborer un plan stratégique de financement qui permettrait de garantir une mobilisation des financements et la durabilité des réseaux et groupes des OSC travaillant dans l'alerte rapide.
- Elaborer un plan d'action triennal initial pour le renforcement des OSC dans l'alerte rapide en Afrique centrale et identifier les donateurs potentiels.
- Elaborer un programme d'échange périodiques des bonnes pratiques entre les groupes et le réseau d'OSC d'Afrique centrale entre eux, d'une part, et entre les organisations d'autres sous régions, d'autre part.

V. Résultats attendus

Les éléments suivants doivent être livrés :

1. La création d'un groupe de travail des OSC sur l'alerte rapide, et la production d'un répertoire des OSC de la région dotés de l'expertise en matière d'alerte rapide qui découle et complète le document de stratégie CEEAC-OSC dans la collaboration dans le domaine de la paix et de la sécurité.
2. Une matrice des OSC pour le monitoring et le rapportage en Afrique centrale.
3. Un manuel de formation spécifique à la sous région ainsi qu'un plan de formation pour le renforcement des capacités de la société civile dans l'alerte rapide en Afrique centrale.
4. Un plan stratégique et un plan de financement devant garantir la mise en route du réseau de la Société civile sur l'alerte rapide et la prévention des conflits.
5. Un plan d'action triennal initial pour le renforcement des OSC dans l'alerte rapide en Afrique Centrale et une liste des donateurs potentiels.
6. un projet de mémorandum d'entente comprenant des principes directeurs pour formaliser le partenariat entre membres du réseau et avec la CEEAC/MARAC.
7. un rapport de l'atelier de mise en place d'un réseau des OSC d'alerte rapide et de prévention des conflits en Afrique Centrale. Un projet de programme d'échange périodique entre les OSC d'Afrique centrale elles même et entre les OSC d'autres sous régions travaillant sur l'alerte rapide.

VI. Chronogramme de travail

Le/La Consultant travaillera pendant un total de 60 jours ouvrables (soit 3 mois). Elle/Il commencera au plus tard le 8 janvier 2018). Le travail est réparti de la manière suivante :

- *Contacts et élaboration d'une base de données des OSC du réseau d'alerte rapide dans tous les pays membres de la CEEAC: 5 jours*

- *Production d'une matrice de monitoring et de rapportage des conflits pour les OSC d'Afrique centrale : 2 jours*
- *Elaboration d'un manuel de formation et d'un programme de formation : 10 jours*
- *Elaboration d'un plan stratégique et d'un plan de financement : 5 jours*
- *Elaboration des principes et d'un mémorandum d'entente : 3 jours*
- *Elaboration d'un document de projet et identification/contact des donateurs potentiels : 10 jours*
- *Elaboration d'un programme d'échange : 3 jours*
- *Organisation et tenue d'un atelier régional : 14 jours*
- *Rédaction du rapport de l'atelier : 5 jours*
- *Elaboration du rapport final : 3 jours*

VII. Qualifications et expériences

1. La/le Consultant doit avoir :

- un diplôme universitaire ou équivalent dans les relations internationales, sciences politiques, sciences sociales, droit, administration publique ou les domaines connexes.
- un minimum de dix (10) années dans les affaires politiques, paix et sécurité ou des domaines connexes, de préférence avec les Gouvernements au niveau national et avec les organismes intergouvernementaux.
- Expérience substantielle de travail en Afrique Centrale et connaissance de la sous-région, des organisations sous régionales et de développement de la société civile.
- Expérience dans la conduite d'exercices de planification y compris des consultations multipartites, ainsi que dans le développement de stratégies et des documents/plans d'action.

2. La/le Consultant doit avoir une excellente maîtrise du Français parlé et écrit. La maîtrise de l'Anglais est souhaitable.

VIII. Les valeurs et les compétences

La/le Consultant doit démontrer les valeurs et les compétences suivantes :

- Capacité de raisonnement analytique et la capacité de saisir rapidement et de capacité à travailler dans un environnement multiculturel, culture, sexe, religion, race, nationalité et sensibilité de l'âge et l'adaptabilité, éthique et intégrité.
- Capacité de synthèse des informations.
- Solides aptitudes à écrire en Français.
- Respecter les délais.
- Les compétences fortes de communication écrite et verbale.

IX. Instructions pour postuler

Les documents suivants sont à adresser par e-mail au plus tard le **10 décembre 2017** et par une lettre d'accompagnement en Français avec une courte description d'expérience à **ayeh@un.org** avec copie à **rampolla@un.org, hamulik@hotmail.com et elonodanielpascal@hotmail.fr**

Un curriculum vitae ou remplir la notice personnelle (p11) en Français, en indiquant la pertinence des compétences. Toutes les dernières expériences, ainsi que les coordonnées (e-mail et numéro de téléphone) d'au moins trois (3) références professionnelles.

=====